
CONCERTATION POUR LE PACTE ET LA LOI D'ORIENTATION ET D'AVENIR AGRICOLE

Fiche préparatoire à la concertation en groupe de travail Orientation et formation

Politiques et acteurs de l'orientation

Définition

Cette fiche est consacrée à la présentation des enjeux et des acteurs de la politique de l'orientation.

L'orientation, au cœur des réformes engagées par le Gouvernement, constitue un chantier essentiel pour l'enseignement agricole ; l'objectif étant **de mieux faire connaître aux élèves et aux familles les possibilités de parcours de formation qu'offre l'enseignement agricole et les métiers auxquels ces dispositifs préparent.**

Pour ce faire, la coopération avec le ministère chargé de l'éducation nationale, à tous les niveaux, national, régional et départemental, et avec l'ONISEP a été très fortement développée.

Au niveau régional, les Régions ont désormais la responsabilité d'organiser des actions d'information auprès des élèves, des étudiants et des apprentis sur les métiers et les formations.

En Normandie, la collectivité régionale s'appuie sur l'Agence régionale de l'orientation et des métiers, qu'elle a créée et qui assure au travers ses sites (parcours-metier.fr, destination-metier.fr, desclicsdesmetiers.fr), ses publications (dont une en collaboration avec la DRAAF sur l'enseignement agricole en Normandie), ses salons et ses animations territoriales l'information des apprenants, des familles et des équipes éducatives sur les métiers et l'offre de formation.

La place de l'enseignement agricole dans les bassins d'éducation et de formation et les relations avec les directions des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN) sont renforcées grâce à la désignation par les DRAAF d'un **représentant délégué auprès de chaque DSDEN** relevant de la région académique dont il a la charge. Il s'agit dans la plupart des cas d'un chef d'établissement agricole public du département, missionné par la DRAAF ou plus rarement d'un cadre du service régional de la formation et du développement.

La politique d'orientation est une compétence partagée avec les régions

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a défini **un nouveau partage de compétences entre l'État et les régions**. Elle confie aux régions de nouvelles responsabilités en matière d'information sur les métiers et les formations.

La Région a la responsabilité d'organiser des actions d'information auprès des élèves, des étudiants et des apprentis sur les métiers et les formations en établissement scolaires et universitaires.

Avec le concours de l'ONISEP, elle élabore la documentation de portée régionale et diffuse l'information.

La Région doit mettre à disposition des EPLE des ressources et services en lien avec le monde économique et professionnel répondant aux besoins des élèves, identifiés lors du diagnostic de chaque établissement.

Un cadre national de référence signé le 28 mai 2019 précise les rôles respectifs de l'État et des régions et les principes guidant l'intervention des régions et de ses partenaires dans les établissements. Des conventions régionales de déclinaison de ce cadre de référence permettent de mieux ancrer l'information dans le contexte local, en prenant en compte les caractéristiques de l'offre de formation régionale et les besoins économiques locaux.

L'Etat définit, au niveau national, déclinée en région académique, la politique d'orientation des élèves et des étudiants. Il prend les décisions d'orientation et d'affectation des élèves et assume la dimension éducative et pédagogique de l'orientation des élèves qui relève des missions de service public de l'éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

En EPLE, l'orientation trouve toute sa place dans les nouvelles organisations pédagogiques mises en place par la réforme du LEGT et la transformation de la voie professionnelle, notamment lors des temps **dédiés à l'orientation dès la 4ème jusqu'à la fin du parcours au lycée, quel que soit la voie de formation.**

L'orientation est une priorité des politiques éducatives :

- Au collège : 12 heures en 4ème, 36 heures en 3ème
- Au lycée général et technologique : **54 heures annuelles en lycée général et technologique**
- **En lycée professionnel : 265 heures en Bac professionnel sur 3 ans, 180 en CAP sur 2ans.**
- En voie professionnelle sous statut scolaire : la réforme du tronc commun à toutes les spécialités du baccalauréat professionnel portées par le MAA permet aux futurs lauréat de valoriser leurs expériences professionnelles dans le cadre d'un **bloc de compétences spécifique.**
- Les rénovations de diplômes en cours par le MAA visent à une **plus grande complémentarité entre la voie scolaire et l'apprentissage.**

L'enjeu majeur de l'inscription dans les systèmes d'information de l'éducation nationale

Pour l'enseignement technique

- L'orientation relevant de la compétence des régions, chaque service régional de formation et de développement (SRFD) doit étroitement collaborer avec les services académiques d'information et d'orientation (SAIO) et les Délégations académiques à l'information et à l'orientation (DRAIO) pour les régions académiques. S'agissant de l'affectation post 3ème, le paramétrage et le référencement de l'offre de formation dans l'application est opéré de manière spécifique dans chaque académie. La qualité et l'efficacité du référencement de cette offre est garante de l'accueil de nouveaux élèves.
- Une étroite collaboration est en œuvre avec les services de la DGESCO dédiés pour assurer la visibilité de l'offre de formation de l'enseignement agricole dans le cadre des procédures dématérialisées grâce aux Services en Ligne, Orientation et Affectation.

Vers l'enseignement supérieur

L'entrée dans l'enseignement supérieur s'opère via la plateforme nationale Parcoursup. Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire est associé à son fonctionnement :

- En tant que tutelle des établissements amonts pour permettre l'inscription de tous les lycéens de l'enseignement agricole dans la plateforme.
- En tant que tutelle des établissements qui recrutent, en particulier pour les BTSA et les certificats de spécialisation, mais aussi pour les formations d'ingénieur, de vétérinaire et de paysage qui recrutent directement post-bac